



EMBARGO: 24 February 1998, 0900 GMT
(release no. 1/9)

For information only -- not an official document

MESSAGE DU PRÉSIDENT



L'environnement, en son sens le plus large, a une influence majeure sur la nature de la demande de drogues. Au cours des quelques dernières années, nous avons vu comment, de plus en plus, l'abus des drogues est considéré comme un comportement acceptable, qui peut même conférer un certain prestige. L'industrie de la haute couture a inventé le "style héroïne" et l'on a entendu certaines vedettes de la chanson affirmer que l'utilisation de drogues à des fins ludiques constitue un aspect normal et acceptable du mode de vie de chacun, et même défendre cette idée dans leurs disques. Des groupes de pressions puissants mènent des campagnes politiques visant à obtenir la légalisation des drogues contrôlées. Tous ces éléments, pour n'en citer que quelques-uns, ont créé un environnement qui tolère, voire encourage, l'abus de drogues et sape les efforts entrepris pour s'attaquer à ce problème.

Dans son rapport de cette année, l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) met l'accent sur la question de la réduction de la demande et sur la prévention dans un environnement qui a commencé à tolérer l'abus des drogues. L'OICS demande aux gouvernements de respecter leurs obligations juridiques et morales et de contrer les messages favorables à la drogue diffusés par une culture qui touche de plus en plus de jeunes.

Aux termes des conventions internationales relatives à lutte contre la drogue, les parties contractantes sont tenues d'adopter des mesures pour combattre l'abus de drogues et, en vertu de ces mêmes instruments, l'OICS a été chargé de déterminer si les gouvernements se conforment aux dispositions de ces conventions. Les rapports annuels de l'OICS contiennent une analyse détaillée des efforts déployés de par le monde pour lutter contre la drogue, appellent l'attention des gouvernements sur les lacunes et les faiblesses qui entravent l'application des traités pertinents et soumettent des suggestions tendant à y remédier. La réduction de la demande était le thème principal du Rapport annuel de 1993, dans lequel l'OICS a invité les gouvernements à accorder une attention beaucoup plus soutenue à cet aspect du problème.

La communauté internationale a reconnu l'importance de la question, entre autres, en rédigeant une déclaration internationale sur les principes directeurs concernant la réduction de la demande de drogues qui sera soumise à l'adoption de l'Assemblée générale lors de sa session extraordinaire sur le contrôle international des drogues qui doit se tenir en juin 1998. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que l'abus de drogues est alimenté non seulement par la demande mais aussi par l'offre, et qu'il importe d'aborder simultanément et de manière concertée ces deux aspects de la question si l'on veut que les efforts entrepris pour lutter contre la drogue soient couronnés de succès.

Une action résolue et concertée de la part des gouvernements peut conduire à des résultats notables, et l'OICS s'est félicité dans son Rapport de 1997 de certains des éléments positifs enregistrés pendant l'année. L'on peut en donner les exemples suivants :

- Les gouvernements ont commencé à lutter plus activement contre la drogue; nombre d'améliorations ont été apportées à la législation en vigueur; la coopération aux échelons national et international est de plus en plus étroite; enfin, les forces de l'ordre commencent à réussir dans leurs efforts d'interception du trafic de drogues, de précurseurs et de produits chimiques contrôlés.

- En Inde, la promulgation de lois plus sévères et une application plus rigoureuse de la réglementation en vigueur ont réduit la contrebande à grande échelle de méthaqualone vers différents pays d'Afrique. Le volume des quantités de méthaqualone saisies en Inde a nettement diminué et, dans les pays d'Afrique, il est devenu rare que la méthaqualone interceptée soit d'origine indienne.

- Au Nigéria, un resserrement du contrôle des substances psychotropes a permis de saisir des quantités substantielles de drogues détournées de l'usage auquel elles étaient destinées et ainsi empêcher que des millions de doses de trottoir ne soient écoulées. Il semble également que, du fait du resserrement de la réglementation, les trafiquants de cocaïne et d'héroïne utilisent moins fréquemment que par le passé les ports de mer et aéroports nigériens.

- Le Japon et la République de Corée ont réussi à maintenir dans des limites relativement circonscrites l'abus du trafic illicite de drogues.

- L'incidence de l'abus d'héroïne stagne - si tant est qu'il ne diminue pas - dans plusieurs régions du monde. Plus important encore, cependant, est le nombre croissant de pays qui ont introduit des stratégies de réduction de la demande au moyen de programmes d'éducation, de traitement et de réhabilitation.

- L'opposition résolue des gouvernements de certains pays d'Europe à la dépénalisation de la consommation de drogues contrôlées face à des attitudes très tolérantes à l'égard de la drogue et à un plaidoyer énergique en faveur de leur légalisation.

Néanmoins, les tendances ne sont pas toutes positives. L'OICS s'inquiète de ce que ceux qui appuient la légalisation de l'usage de drogues à des fins non médicales gagnent du terrain et cherchent à influencer les décisions au plan politique. Les efforts déployés pour réduire l'abus des drogues partout dans le monde perdront de leur efficacité si le mouvement favorable à la légalisation des drogues sape les programmes de réduction de la demande. Aussi l'OICS demande-t-il à tous les gouvernements de se conformer rigoureusement à la lettre, mais aussi à l'esprit des conventions internationales relatives à la lutte contre la drogue auxquelles ils sont déjà parties.

L'OICS demeure préoccupé aussi par la prolifération de programmes qui permettent d'administrer de l'héroïne aux toxicomanes et en particulier par les incidences que ces programmes peuvent avoir, partout dans le monde, sur les efforts de prévention de l'abus des drogues et de réduction de l'offre.

Si les tendances enregistrées en 1997 ont montré que nous pouvons réussir, nous sommes loin d'avoir mené notre tâche à bien, surtout pour ce qui est de contrer l'influence d'un environnement qui tolère et favorise la consommation de drogues. Nous souhaitons saisir cette occasion d'inviter les dirigeants communautaires, les hommes politiques, les éducateurs et particulièrement les médias, qui ont un rôle important à jouer dans l'éducation du public, à épauler leurs gouvernements pour les aider à s'attaquer à la menace que représentent l'abus et le trafic de drogues ainsi que les immenses problèmes de santé et problèmes sociaux qui les accompagnent.

Hamid Ghodse